



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE ET LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Unité territoriale d'Indre et Loire

Parçay-Meslay, le

2 09. 2010

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire

Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et des Installations Classées

37925 TOURS Cedex 9

**Objet :** Société DELPY CHROMELEC à Tours.  
Mise en conformité de la situation administrative des installations de la société  
DELPY avec la directive IPPC.

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**

sommaire :

1. Présentation succincte de la directive IPPC
2. La société DELPY CHROMELEC
3. conclusion et proposition de l'Inspection

## **1. Présentation succincte de la directive IPPC**

La directive 1996/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite « directive IPPC », a été adoptée en 1996 puis codifiée par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008. Elle vise à prévenir et à contrôler la pollution émanant des activités industrielles et agricoles qui ont un fort potentiel de pollution. Environ 52 000 installations sont concernées par la directive IPPC dans l'UE dont 6500 en France.

Cette directive soumet les installations industrielles entrant dans son champ d'application à une autorisation d'exploitation. Cette autorisation ne peut-être accordée que lorsque certaines conditions environnementales sont respectées dont, en particulier, le recours aux meilleures techniques disponibles<sup>1</sup> (MTD).

La directive est entrée en vigueur le 30 octobre 1999. Depuis cette date, les nouvelles installations et les installations existantes qui subissent des « modifications substantielles », doivent répondre aux exigences de la directive. Les autres installations existantes devaient être mises en conformité avant le 30 octobre 2007.

La directive IPPC entre en application pour les installations de traitement de surface de métaux (rubriques 2565) et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique, lorsque le volume des cuves affectées au traitement mises en œuvre est supérieur à 30 m<sup>3</sup>.

La directive IPPC a fixé notamment comme objectif, pour les installations de traitements de surfaces, que les valeurs limites d'émissions<sup>2</sup> (VLE) des rejets aqueux et atmosphériques correspondent aux VLE de référence obtenues par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles (MTD).

On entend par meilleures techniques disponibles : le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Ces meilleures techniques disponibles sont référencées dans les documents BREF et par secteur d'activité.

## **2. Situation administrative de la société DELPY**

### **2.1 Situation administrative**

Les installations de la société DELPY sont situées en Z.I Nord à Tours et la société est spécialisée dans les traitements de surfaces métalliques et dispose de trois chaînes : dépôt de zinc, nickel et chrome, et argent.

La société DELPY est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 13908 du 13 avril 1993 à exploiter un atelier de traitements de surfaces sur la commune de TOURS.

Cet arrêté a ensuite été modifié et complété par l'arrêté préfectoral n° 17026 du 25 juin 2002, dont les prescriptions ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire n°18360 du 24 avril 2008 relatif à la mise en conformité des installations avec la directive européenne n°96/61/CE dite IPPC.

Et dernièrement, l'arrêté préfectoral n° 18705 du 18 décembre 2009 a prescrit à la société DELPY des études complémentaires relatives aux rejets de substances dans le milieu aquatique, dans le cadre du programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.

---

<sup>1</sup> nommé MTD dans la suite du rapport

<sup>2</sup> nommé VLE dans la suite du rapport

Les installations de la société DELPY sont soumises à autorisation au titre de la rubrique suivante :

- 2565.2.a (ex : 288.1) : Traitements de surfaces des métaux : Le volume total des cuves de traitements est de 63000 litres (seuil de l'autorisation : 1500 litres).

En sus des arrêtés préfectoraux susmentionnés, les dispositions de l'arrêté ministériel<sup>3</sup> du 30/06/2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées s'appliquent également aux installations de la société DELPY.

## **2.2 L'arrêté préfectoral n°18360 du 24 avril 2008**

L'arrêté préfectoral de 2008 susmentionné intègre pour les paramètres des rejets aqueux et atmosphériques :

- des VLE fixés par l'AM de 2006,
- et la fourniture, dans le cadre d'une première phase de mise à jour avec la directive IPPC, d'une étude technico-économique visant à se positionner sur des paramètres dont les VLE sont issues des MTD.

## **2.3 les installations**

Les installations de la société DELPY sont autorisées au titre de la rubrique 2565 (traitements de surfaces) pour un volume total des cuves de 63000 litres.

Ces installations sont constituées :

- d'une chaîne de décapage de 6320 litres,
- d'une chaîne de chromage de 36000 litres,
- d'une chaîne de zingage de 17000 litres,
- d'une chaîne d'argenture de 3640 litres.

### **2.3.1 rejets liquides**

Dans le cadre de l'étude technico-économique susmentionnée, l'exploitant de la société DELPY a présenté à l'inspection des installations classées les analyses suivantes :

paramètre	VLE issues des MTD (mg/l)	Résultats des analyses de l'exploitant (mg/l)
AOx	0,1 – 0,5	0,1
Zn	0,2 – 2	0,3 – 0,7

Les analyses des paramètres AOx et Zn des rejets liquides des installations de la société DELPY respectent les VLE de référence obtenues par la mise en œuvre des MTD.

### **2.3.2 rejets atmosphériques**

Dans le cadre de l'étude technico-économique susmentionnée, l'exploitant de la société DELPY a présenté à l'inspection des installations classées les analyses suivantes :

paramètre	VLE issues des MTD (mg/Nm <sup>3</sup> )	Résultats des analyses de l'exploitant (mg/Nm <sup>3</sup> )
Cr Total	0,01 - 0,2	0,006
Ni	0,1	0,014
NH <sub>3</sub>	10	0,03
SO <sub>2</sub>	10	1,61
HCl	30	à déterminer*
HCN	0,1 – 0,3	0,13
Zn	0,5	0,013
Cu	0,02	0,007
Particules	30	12

\* La valeur de 30 mg/Nm<sup>3</sup> est retenu dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Les analyses des paramètres des rejets atmosphériques des installations de la société DELPY respectent les VLE de référence obtenues par la mise en œuvre des MTD.

<sup>3</sup> nommé AM de 2006 dans la suite du rapport

### 3. Conclusion

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses sur les rejets aqueux et atmosphériques conformes aux niveaux de performances liés à la mise en œuvre des MTD sur l'ensemble des paramètres demandés dans l'arrêté préfectoral de 2008.

Nous proposons de prendre, en application de l'article R. 512-31, un arrêté préfectoral complémentaire qui d'une part abroge les prescriptions de l'AP de 2008 pour n'avoir qu'un référentiel et d'autre part fixe précisément les VLE des paramètres susmentionnés.

En respectant les dispositions de ce projet d'arrêté, les installations de la société DELPY seront désormais en conformité avec la directive IPPC et restent également conformes aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté ministériel de 2006.

Un projet de prescriptions est joint en ce sens au présent rapport.

L'Inspection des Installations Classées soumet également à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ce projet d'arrêté auquel elle donne un avis favorable.